

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 01 septembre 2024

N° 508

PRIX : 1 Euro

Riches et pauvres n'ont pas les mêmes intérêts



Photo de gauche, au centre, Jean Louis Billon, l'homme d'affaires le plus riche de la Côte d'Ivoire. Photo de droite, une ouvrière de l'industrie textile. Deux mondes opposés.

- **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial : riches et pauvres n'ont pas les mêmes intérêts.

Pages 3 à 7 Côte d'Ivoire :

▶ Les vrais responsables de la pauvreté et du « désordre urbain ».

▶ La rentrée scolaire, c'est la galère. Bientôt la colère ?

▶ Yopougon Gesco, Andokoi : les déguerpissements continuent.

▶ Adjamé-Village : l'État se comporte comme un vulgaire voyou.

▶ Quartier Zimbabwe : un crime contre les pauvres se prépare.

▶ Ils se paient des mots !

▶ Menteurs professionnels !

▶ Chantier Transcao pk23 : abus patronal et réaction ouvrière.

Page 8 à 11 RDC : guerres et pillages.

Page 11 Madagascar : recrudescence des assassinats de personnes albinos : la misère matérielle engendre la misère morale.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

RICHES ET PAUVRES N'ONT PAS LES MÊMES INTÉRÊTS

Alassane Ouattara vient de célébrer le 64^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. C'est la même chanson que les successeurs d'Houphouët Boigny répètent à tour de rôle car ils ont fondamentalement la même politique favorable aux riches.

Ceux qui veulent prendre le fauteuil de Ouattara se bousculent déjà au portillon pour la prochaine élection présidentielle prévue en octobre 2025. On verra qui le succédera : Gbagbo, Thiam ou un autre politicien ? À moins que Ouattara se succède à lui-même ? Ce qui est sûr, c'est que pour ceux qui ne vivent que de leur petit salaire de misère, ce sera « bonnet blanc et blanc bonnet » car ce sont les intérêts de la classe minoritaire des exploités qui continueront à être défendus par l'État, au détriment de ceux de la majorité de la population.

64 ans après l'indépendance, malgré les quelques changements qu'il y a eus au sommet de l'État, la Côte d'Ivoire des bourgeois se porte plutôt bien. Leurs affaires locales et internationales sont florissantes parce que l'économie et la politique de ce pays ont toujours été orientées en fonction de ce qui est bon pour leurs profits. L'intérêt des travailleurs et des pauvres n'entre pas en ligne de compte. La très grande majorité des travailleurs meurent aussi pauvres que quand ils sont nés, quand bien même ils ont travaillé toute leur vie. Leur travail n'a servi qu'à enrichir ceux qui les ont exploités.

Le temps de l'esclavage ancien est révolu mais pas celui de l'esclavage moderne qu'est le travail salarié. Il ne disparaîtra que quand les travailleurs auront renversé l'État de la bourgeoisie et auront mis fin à la domination de cette classe parasitaire sur l'ensemble de la société, c'est-à-dire en enlevant de leurs mains les richesses et les moyens de productions pour les mettre au service de la grande majorité de la population.

Les gouvernements qui se succèdent depuis 64 ans continuent de nous prêcher, à nous les travailleurs, la patience pendant qu'ils laissent toute la liberté aux capitalistes pour s'enrichir sur notre dos en nous imposant des conditions de travail infernales ainsi que des salaires qui ne nous permettent pas de faire vivre nos familles. De plus en plus d'entre nous sont réduits à un travail de journalier à vie parce que c'est cette forme de travail précaire qui convient aux capitalistes dans la situation actuelle. Ils mettent les travailleurs en concurrence les uns contre les autres en les privant du droit d'avoir un revenu et un travail

régulier. Pendant ce temps leurs profits continuent de grossir.

Voilà pourquoi, lorsque les politiciens de tout bord prétendent, la main sur le cœur, œuvrer dans « l'intérêt des ivoiriens », il n'y a pas plus grand mensonge ! Selon qu'on soit un exploiteur ou un exploité, on a des intérêts diamétralement opposés tout en étant du même pays. L'exploiteur, qu'il soit ivoirien ou d'une autre nationalité, s'enrichit du travail de l'ouvrier ou du petit paysan. C'est un vol légalisé et protégé par l'État. Cela n'empêche pas Ouattara de prétendre haut et fort qu'il veut « lutter contre la pauvreté » et œuvrer « pour l'amélioration du quotidien de tous les citoyens ».

Pendant qu'il nous assène ces mensonges, son gouvernement fait la chasse aux pauvres en détruisant leurs étals, c'est-à-dire leurs moyens de survivre. Il détruit leurs quartiers avec une brutalité digne des brigands. Et puis il ose prétendre que c'est là « une exigence de développement des pays modernes », pour ne pas dire clairement l'exigence des intérêts bien compris de quelques capitalistes !

Alors, les travailleurs n'ont rien de bon à attendre des différents clans qui se disputent le pouvoir. Les seules améliorations qu'ils peuvent obtenir, ne viendront que de leurs luttes collectives, c'est-à-dire par des grèves et des mobilisations de rue.

Mais nous devons savoir que ces améliorations, même gagnées de hautes luttes, sont le plus souvent éphémères, car les exploiters vont tout faire pour récupérer d'une main ce qu'ils ont été contraints de céder de l'autre. Voilà pourquoi, la seule perspective qui vaille pour les travailleurs, pour tous les exploités de la terre, c'est le renversement définitif de l'ordre bourgeois, par la révolution prolétarienne. Il est nécessaire de préparer cette révolution dès aujourd'hui, c'est-dire s'organiser politiquement et indépendamment des différents partis politiques bourgeois. Ce sont les travailleurs qui font fonctionner la société et qui produisent toutes les richesses. Ils peuvent balayer le système capitaliste, diriger le pouvoir et bâtir une nouvelle société où toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme sera abolie.

Côte d'Ivoire

LES VRAIS RESPONSABLES DE LA PAUVRETÉ ET DU « DÉSORDRE URBAIN »

Le 22 juillet dernier, le gouvernement a lancé en grande pompe l'opération « lutte contre le désordre urbain » dans le district d'Abidjan. Une brigade forte de 295 policiers municipaux a été mise sur pied à cet effet. On l'a vu récemment à l'œuvre à Abobo, Adjamé, Cocody, Anyama avec toute la brutalité et la férocité dont elle est capable lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux pauvres. Armés de marteaux, de gourdins, de pioches et autres pieds de biche, les policiers se sont acharnés sur les étals des petits commerçants. Certains n'ont même pas eu le temps d'enlever leurs marchandises, elles ont été saisies. Dans les marchés et au milieu de certaines autoroutes, c'était des courses poursuites

derrière des marchands ambulants. Des pousse-pousse ont été fracassés à coup de marteau. Des mendiants ont été arrêtés et embarqués à la prison.

Ce sont ces petites gens qui tentent de survivre en faisant du petit commerce aux abords des trottoirs, les marchands ambulants, les tireurs de pousse-pousse communément appelés Wottro, les estropiés qui vivent de mendicité, etc. que les autorités désignent comme fauteurs de « désordre urbain ». Ce sont au contraire des victimes de la politique des dirigeants de ce pays qui font tout pour protéger les intérêts de ceux qui s'enrichissent de l'exploitation des travailleurs et des petits

paysans, de ceux qui bloquent les salaires alors que les prix s'envolent, de ceux qui veulent mettre la main sur tout ce qui peut agrandir leur fortune, quelles qu'en soient les conséquences.

À entendre les gens du pouvoir, la Côte d'Ivoire serait devenue, grâce à eux, presque un paradis. Mais ils sont en même temps forcés de constater que tout un océan de misère les entoure. Incapables qu'ils sont de lutter contre la pauvreté, c'est contre les pauvres qu'ils luttent. Ils veulent les chasser loin des centres villes, loin de leurs quartiers luxueux pour ne pas gâcher leur paysage et leur quiétude ; ils ne veulent pas les voir par les vitres de leurs voitures rutilantes lorsqu'ils circulent dans la ville. Mais la réalité est têtue. La pauvreté, ils ne peuvent pas s'en débarrasser car c'est précisément le système qui leur permet de s'enrichir qui crée en même temps la misère des autres. Ce sont les deux faces de la même médaille : d'un côté, l'opulence pour la minorité parasite, de l'autre les taudis, le chômage ou les bas salaires, les logements insalubres et toutes sortes de privations pour la grande majorité.

LA RENTRÉE SCOLAIRE, C'EST LA GALÈRE. BIENTÔT LA COLÈRE ?

Les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent pour les travailleurs. C'est toujours un moment de grande angoisse : comment inscrire les enfants, comment faire face aux frais d'écolage qui sont en progression continue, comment régler les fournitures ?

Pour la majorité des familles ouvrières, leurs enfants sont orientés dans des écoles secondaires semi-privées car il n'y pas assez d'écoles publiques. Ils doivent déboursé entre 40 000 F et 150 000 F voire plus, alors que la scolarité de ces enfants est censée être subventionnée par l'État. À cela, il faut ajouter les frais annexes dont l'annulation avait été annoncée en fanfare mais qui persistent au nez et à la barbe des pouvoirs publics.

Une fois les enfants inscrits, les problèmes ne sont pas terminés pour autant. Le coût

C'est ce système-là qu'il faut changer de fond en comble, et c'est seulement la classe des travailleurs des villes et des campagnes qui peut réaliser ce changement, parce que c'est elle qui est à la base de la production des richesses et qui fait fonctionner la société. Elle n'aura que ses chaînes à perdre avec la disparition du capitalisme.



Voilà ce qui reste d'un quartier populaire d'Adjamé-Village, à Abidjan, après sa destruction par les autorités le 25 juillet 2024. (Photo de Serge Tapé, *Abidjan.net*).

des fournitures ne cessent de grimper. L'augmentation du prix du papier est en général directement reportée sur celui des cahiers et des manuels scolaires. À cela il faut ajouter le fait que les manuels scolaires sont continuellement renouvelés. Cela limite leur réutilisation et oblige les parents sans cesse à acheter de nouveaux livres.

Avec le niveau des salaires actuels, la plupart des travailleurs sont contraints de recourir à des prêts scolaires auprès de l'employeur et à son bon vouloir, sans quoi la rentrée sera compromise pour beaucoup d'enfants de prolétaires. L'écrasante majorité des travailleurs sont des journaliers et n'ont pas accès à ces prêts.

Tout cela fait que la rentrée scolaire fixée début septembre ne sera effective pour

beaucoup d'enfants qu'en novembre ou en décembre. De nombreux enfants de travailleurs sont contraints d'arrêter la scolarité parce que leurs parents n'ont pas assez de moyens pour payer ces frais qui ne cessent

d'augmenter alors que les salaires ne suivent pas la cherté générale de la vie. Et dire que les autorités de ce pays ne racontent aucune occasion pour dire que l'école est « gratuite et obligatoire ».

YOPOUGON GESCO, ANDOKOI : LES DÉGUERPISSEMENTS CONTINUENT

Depuis le 29 août, les bulldozers du gouvernement sont de retour à Yopougon Gesco. Après le scandale créé par la première opération, le district avait dû retirer ses engins de destruction. Aujourd'hui que l'effervescence est passée, ils reviennent à la charge. Le déguerpissement se déroule depuis Gesco en passant par Andokoi jusqu'au premier pont de Yopougon. Toutes les habitations de part et d'autre de l'autoroute sont concernées.

C'est toujours selon le même mode opératoire, les habitants de ces quartiers n'ont que quelques minutes pour tenter d'enlever leurs affaires avant que les bulldozers n'entrent en action. Beaucoup d'habitants n'ont eu le temps que de sauver le strict nécessaire. Le reste de leurs affaires a été broyé sous les décombres. Nombreux sont ceux qui, ne sachant où aller,

seront obligés de dormir à la belle étoile.

Où sont donc passées les prétendues mesures prises pour soulager les déguerpis ? Et pourtant, la veille de la célébration de la fête de l'indépendance, le président avait annoncé la mise en place d'une prétendue « commission » pour s'occuper des déguerpis. Il avait ressassé son discours sur l'humanisme et patati et patata. Même pas un mois de passé et voilà qu'aujourd'hui des gens se font encore chasser de leurs maisons comme des chiens !

À force d'agir ainsi avec un tel mépris et une telle brutalité envers les classes pauvres, le gouvernement finira par récolter un grand coup de colère qu'il n'aura pas volé !

ADJAMÉ-VILLAGE : L'ÉTAT SE COMPORTE COMME UN VULGAIRE VOYOU



Le 25 juillet 2024, des jeunes en colère à Adjamé-village. Il y a eu des affrontements avec la police.

Le Jeudi 25 juillet dès 5h du matin, les habitants d'Adjamé Village ont été assaillis par des agents du district d'Abidjan venus les expulser *manu militari* et détruire leurs habitations et commerces.

L'objectif de l'Etat est d'élargir le prolongement du 4^{ème} pont qui traverse le village. Mais l'opération a vite tourné à l'affrontement. Les riverains ont érigé des barricades pour freiner l'avancée des engins de destruction. Dans un premier temps, les habitants d'Adjamé Village sont parvenus à incendier une pelleteuse et à repousser les agents du district ainsi que leurs supplétifs loubards. Ceux-ci étaient cagoulés et armés *de cailloux, de machettes, de gourdins* ; ils en ont profité pour piller les maisons détruites.

En fin de matinée, les gendarmes envoyés en renfort et déployés en grand nombre sont venus à bout de la résistance des jeunes du quartier. Profitant de ce gros déploiement de force de l'ordre, les autorités ont détruit plus

largement que ce qui avait été prévu au départ.

Ensuite un courrier portant l'en-tête de l'Ageroute (une société d'État) et daté du 14 mai a été mis en circulation sur les réseaux-sociaux faisant croire qu'une somme de 4,3 milliards de francs CFA aurait été versée aux chefs locaux pour compenser les destructions et indemniser les populations déplacées. Mais les représentants de l'État et l'Ageroute ont reconnu après coup qu'ils sont encore en

discussion avec les communautés concernées depuis 2016, mais qu'aucune indemnisation n'a été versée à qui que ce soit dans le cadre de cette opération.

Ces autorités reconnaissent de fait que des centaines de familles ont été jetées dehors et que de nombreuses autres personnes ont perdu le peu qui leur permettait de survivre, sans un centime de compensation.

Ceux qui ont décidé ces destructions sont des assassins !

QUARTIER ZIMBABWE : UN CRIME CONTRE LES PAUVRES SE PRÉPARE !

Le quartier Zimbabwe est situé à Vridi, dans la commune de Port-Bouët en bordure de lagune et non loin du bord de mer. Il existe depuis 1962 et environ 40.000 personnes y habitent. Avec ses 6000 pêcheurs et les 700 pirogues qui y accostent quotidiennement, l'activité principale de ce quartier tourne autour de la pêche. Le produit de la pêche y est fumé sur place et alimente le marché d'Abidjan et même au-delà. Le quartier est relié au réseau d'eau potable et de l'électricité ; il y a également des écoles.

Zimbabwe est aujourd'hui menacé de déguerpissement ; ses habitants doivent être « délocalisés » à Grand-Bassam. Un des problèmes est que le nouveau site qui leur est proposé donne directement sur la mer, contrairement à celui de Zimbabwe, par

conséquent hautement dangereux pour les piroguiers qui devront alors affronter les vagues, ce que les pêcheurs refusent. Mais qu'importe aux tenants du pouvoir, la vie des pauvres est le cadet de leurs soucis.

D'ailleurs, Ouattara dans son discours du 6 août, n'a-t-il pas dit que les déguerpissements, comme celui précédemment du quartier Abattoir qui était situé dans cette même zone, est une « exigence de développement des pays modernes » ?

Il entend par là, que ces quartiers sont situés dans un espace que les riches convoitent pour y construire des hôtels et autres résidences de luxes et qu'il faut éloigner de leurs yeux les aspects visibles de la misère qu'engendre leur société capitaliste !

ILS SE PAIENT DES MOTS !

La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), pour ne pas dire le patronat ivoirien, en collaboration avec le « Bureau International du Travail » (BIT) et « l'Organisation Internationale du Travail » (l'OIT), ont tenu un atelier de travail dans un chic hôtel au Plateau. Ils ont fait tout un blabla sur la conduite d'une entreprise dite « responsable » et sur l'importance d'appliquer le label du « travail décent » pour les salariés, patati et patata.

Ces gens-là sont chèrement payés pour raconter leurs salades mais personne n'ignore la situation de la grande majorité des travailleurs dans les usines et les chantiers, où on ne peut nulle part parler d'un prétendu « travail décent ». On travaille généralement dans des conditions moyenâgeuses, certains manipulent quelques fois des produits dangereux et mortels sans protection adéquate. Les heures supplémentaires, souvent non payées, ne se comptent pas. Le salaire du travailleur est au bon vouloir du patron. Quant au contrat de travail, quand il y en a, c'est le plus souvent un

papier qui n'a aucune valeur. Beaucoup de travailleurs sont des journaliers jusqu'à la fin de leur vie active. Ce n'est pas une exception mais plutôt la règle dans la très grande majorité des entreprises de différents secteurs : bâtiment, travaux publics ou industrie.

LES MENTEURS PROFESSIONNELS

Récemment, le ministre de la Jeunesse et de l'Emploi, pour faire son prodage a annoncé que le taux de chômage dans le pays est de 2,6 %. Face au tollé créé par cette déclaration complètement farfelue, il a dû revenir sur ses paroles en arguant que les chiffres ne venaient pas de lui mais de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Ce ministre a beau tripatouiller les statistiques pour se mettre en valeur, la réalité vécue par les travailleurs et les

Dans ces conditions, oser faire du bavardage sur le « travail décent » et l'entreprise « responsable », c'est se moquer des travailleurs !

chômeurs n'a rien à voir avec ses mensonges. C'est le même type de mensonges que Ouattara répète à chaque occasion en disant que l'économie du pays va bien et que nous vivons tous dans un pays « prospère ». La question qu'il faut se poser est : « à qui cela profite ? ». La réponse, les travailleurs la connaissent : ce sont eux qui produisent les richesses, ils ont beau bosser du matin au soir ou du soir au matin mais ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts. La prospérité vantée par Ouattara c'est pour les exploités !

CHANTIER TRANSCAO PK23 : ABUS PATRONAL ET RÉACTION OUVRIÈRE

L'entreprise CSCEC qui réalise la construction d'une usine de transformation et de stockage de café et cacao, n'est pas à son premier chantier. C'est elle qui a construit le quatrième pont d'Abidjan. Mais, d'un chantier à l'autre, les mauvaises conditions de travail sont les mêmes : bas salaires, heures supplémentaires non rémunérées, non déclaration à la CNPS, renvois, injures et bastonnades des ouvriers etc. La liste est longue.

Trop c'est trop ! Les travailleurs ont commencé à s'organiser pour faire respecter leurs droits et leur dignité. Les gros œuvres arrivent vers la fin mais il n'est pas encore trop tard pour faire plier le patron et de lui faire payer tout ce qu'il leur doit depuis le début des travaux.

Un collectif composé de 180 travailleurs (sur un total de 400) a été mis sur pied. Il

réclame une revalorisation du salaire à 10.000F par jour pour tous, au lieu des 5400 Fr pour les manœuvres et 7000 Fr pour les ouvriers.

Plusieurs dizaines de travailleurs se sont mobilisés pour porter cette revendication devant le représentant du patron, mais celui-ci a aussitôt jeté le document à la poubelle. Par contre, lorsque les travailleurs ont réagi en déposant un préavis de grève sur sa table, il a changé de ton et a accepté de discuter sur certains points du Code de travail tout en refusant catégoriquement de discuter des salaires.

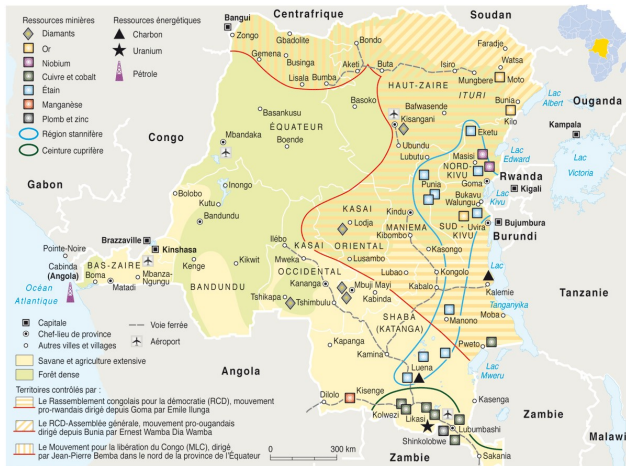
Le bras de fer n'est pas fini. Les travailleurs n'ont pas encore touché au point faible du patron et des actionnaires, à savoir leurs profits. Si le travail s'arrête, ils réfléchiront un peu plus avant de jeter à la poubelle les revendications ouvrières.

République Démocratique du Congo

GUERRES ET PILLAGES

Une guerre fait rage depuis près de 30 ans en RDC dans un quasi-silence médiatique. De 6,5 à 10 millions de personnes y ont été tuées et plus de 7 millions déplacées. Ce vaste pays est réputé pour ses richesses naturelles. Son climat et la qualité de son sol pourraient permettre de nourrir tous ses habitants, mais l'écrasante majorité continue de vivre dans la misère et dans l'insécurité. Les puissances capitalistes veulent mettre à tout prix la main sur les précieux minerais de ce pays, quitte à s'appuyer sur des bandes armées qui tuent et violent en toute impunité. C'est tout cela qui a conduit au chaos sanglant qui y règne depuis de nombreuses années.

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article de la revue *Lutte de Classe* n°241 de juillet-août 2024, publiée par nos camarades de *Lutte Ouvrière*. On peut lire leurs publications sur le site <http://www.lutte-ouvrière.org>.



Sources : Le Soir, juillet et août 1999, Bruxelles ; Atlas du continent africain, groupe Jeune Afrique et les éditions du Jagaar, Paris, 1993 ; Atlas de la République du Zaïre, éditions Jeune Afrique, Paris, 1978 ; The Library of Congress Map Collection, Washington ; United Nations Department of Public Information, Cartographic Section, New York.

Situé à 3 000 kilomètres de la capitale Kinshasa, l'Est de la RDC est ravagé par près de 200 bandes armées. Certaines sont dirigées par des chefs de guerre congolais, d'autres sont liées aux États voisins, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Ces milices vivent du racket des petits paysans, et de l'exploitation des centaines de milliers de « creuseurs de minerais ». Deux des principales provinces, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, renferment les plus grandes réserves mondiales de coltan, le minerai de tantale, ainsi que des gisements d'étain et de tungstène. Ce sont des métaux essentiels pour l'électronique, l'armement, l'automobile et l'aéronautique. Le Kivu et l'Ituri plus au nord renferment aussi des quantités importantes d'or. Ces guerres permanentes et leur cortège d'exactions,

de viols et de mutilations sexuelles utilisés comme arme de guerre, ont des causes, une histoire et des responsables : ce sont les dirigeants des grandes puissances impérialistes. Ils parlent de « mal congolais » ou de « malédiction africaine », osent déclarer comme Macron en mars 2023 à Kinshasa : « Vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur ». Ces déclarations, cyniques et mensongères, visent à masquer la responsabilité des grandes puissances - et celle de la France est écrasante - dans des guerres qui sont le produit de décennies de pillage et de rivalités impérialistes.

[...] À peine indépendant, l'État congolais fut soumis à de fortes pressions séparatistes. Chaque clan politique, attaché à une province, défendait son accès aux richesses du pays. Et derrière chacun, on retrouvait une grande puissance. De 1960 à 1963, les Belges et les Français soutinrent ainsi la sécession du Katanga, région riche en cuivre et en cobalt. Mais les États-Unis voyaient d'un mauvais œil l'éclatement du pays. Celui-ci aurait pu profiter à ses concurrents moins puissants, mais également déstabiliser toute la région et favoriser l'influence soviétique. En 1963, par le biais de l'ONU, les États-Unis intervinrent militairement pour porter au pouvoir le colonel Mobutu Sese Seko, contre la sécession katangaise, mais aussi contre les mouvements

de révolte et de guérilla qui secouaient le Congo. [...]

Pendant 32 ans, le régime dictatorial de Mobutu mena un pillage généralisé des richesses du pays, entraînant la dégradation de toutes les infrastructures, des quelques services publics jusqu'aux entreprises industrielles et minières. Ce pillage ne put se maintenir qu'avec le soutien militaire, financier et politique constant des grandes puissances, pour lesquelles Mobutu était le dirigeant le plus fidèle de la région. À partir des années 1980, à cause de la chute du prix des matières premières, la situation économique devint catastrophique. Les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale achevèrent le peu qu'il restait d'écoles, d'hôpitaux et de dispensaires.

Le chaos en RDC, produit des rivalités impérialistes

Dans les années 1990, le régime de Mobutu était exsangue. La crise économique aiguïssait les divisions et les forces centrifuges. L'armée nationale n'avait plus les moyens de s'équiper et de payer ses soldats [...]. Mais ce qui fit basculer la région dans la guerre, c'est le génocide au Rwanda, en 1994, organisé par le régime hutu soutenu par la France. Les armées génocidaires, battues par l'armée de Paul Kagamé soutenue par les États-Unis, s'enfuirent sous la protection de l'armée française, [...]



Avril 2023. Le camp de déplacés de Rusayo, à une douzaine de kilomètres de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. Environ 85 000 personnes y ont trouvé refuge. (photo Michel Lunanga)

En avril dernier, à l'occasion de l'anniversaire du génocide des Tutsis au Rwanda, Macron a déclaré que la France « *aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté* ». C'est d'une hypocrisie sans nom car la France a, en toute volonté, armé et protégé les milices génocidaires. Celles-ci se sont ensuite réfugiées dans l'Est du Congo, utilisant 1,5 million de réfugiés hutus comme masse de manœuvre. Elles y formèrent le Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR), fort de 100 000 soldats, qui attaquait les populations tutsies congolaises. En réponse aux exactions des FDLR, des milices à dominante tutsies se formèrent. L'actuel M23 qui, avec le soutien du Rwanda, est devenue une véritable armée, a de lointaines origines dans ces milices.

Le chaos sanglant au Rwanda s'étendit ainsi au Congo. Cet embrasement coïncidait avec l'agonie du régime de Mobutu que les États-Unis lâchèrent en 1997. [...] À partir de son fief dans l'Est, et avec l'appui des armées rwandaises et ougandaises et des États-Unis, Kabila renversa Mobutu dont l'armée s'effondrait. Durant cette première guerre congolaise, les capitalistes liés à l'impérialisme anglo-américain signaient des contrats miniers dont Kabila et les affairistes autour de lui tiraient de solides rentes. Dans cette lutte, les groupes français furent mis hors-jeu car la France soutint jusqu'au bout Mobutu. [...]

Des affrontements sans fin, produits d'une économie de prédation

En 2003, il y eut de prétendus accords de paix mais la guerre ne s'est jamais arrêtée dans l'est de la RDC. Aujourd'hui, les populations sont toujours prises en étau entre une multitude de bandes armées. [...] Chaque chef de guerre ne vise qu'à prélever sa part du pillage, dans des alliances mouvantes et des affrontements sans fin. Mais au bout du compte, tous se soumettent à l'impérialisme car leur pouvoir est fragile, produit d'une économie de prédation. [...].

Dans le chaos d'alliances instables, Tshisekedi ne fait pas exception. Jusqu'en novembre 2021, il était l'allié du président rwandais mais leur lune de miel a volé en éclat lorsque la RDC a signé une alliance avec l'Ouganda, en rivalité avec le Rwanda de Kagamé. Peu après, le conflit dans le Nord-Kivu s'est brutalement aggravé, avec l'offensive du M23, soutenu par le Rwanda. [...]

Mais le M23 n'est pas la seule milice, loin de là. On y retrouve aussi de nombreuses « sociétés militaires privées », un euphémisme pour désigner des bandes de mercenaires. En RDC, Wagner n'est pas présent mais il y a des barbouzes liés à la France. À Goma, capitale du Nord-Kivu, des anciens de la Légion étrangère française opèrent, aux côtés d'hommes d'affaires louches, comme un certain Olivier Bazin, alias « colonel Mario », courtier en matériel militaire. [...]

Comme bien des États issus des indépendances, l'État congolais s'effondre et laisse le pouvoir à des groupes de mercenaires qui se vendent au plus offrant, pour protéger le pillage des ressources naturelles de RDC.

Au milieu de ce chaos, l'extraction des minerais ne s'est jamais arrêtée, et elle nourrit directement les combats et les déplacements meurtriers de populations. Le principal est le coltan dont on extrait le tantale, un métal essentiel à beaucoup de productions modernes, les implants et les outils chirurgicaux, les condensateurs et matériels électroniques, les alliages spéciaux, utilisés notamment dans l'aéronautique civile et militaire. La RDC renfermerait 60 % à 80 % des réserves mondiales de coltan et a fourni 44 % de sa production mondiale en 2019, environ 2 000 tonnes. Il s'agit le plus souvent de mines dites artisanales comme celle de Rubaya au Nord-Kivu, qui produit 15 % de la production mondiale de coltan [...] Au bout de la chaîne, il y a les grands groupes mondiaux comme Apple, Intel, Samsung, Motorola, Thales, Dassault, et bien d'autres. Ce sont eux qui sucent les richesses extraites par

les creuseurs de RDC, aux moyens dérisoires, afin d'alimenter des productions de haute technologie. [...]

L'avenir est dans les mains de la classe ouvrière

Face à l'horreur de la situation, des commentateurs et les ONG défendent l'idée qu'il faudrait une meilleure certification des minerais exportés. D'autres expliquent qu'il faudrait boycotter les productions contenant du coltan ou d'autres métaux rares. Mais le tantale est indispensable pour le matériel médical ou des installations électroniques vitales. Enfin, les dirigeants des grandes puissances ont prétendu que l'intervention de l'ONU permettrait de stabiliser la situation. On voit qu'il n'en est rien et, aujourd'hui, la Mission des Nations unies au Congo (MONUSCO) est en train de se retirer. Pire, certains de ses officiers ont été impliqués dans des trafics d'armes.

En RDC, comme dans tous les pays dominés par l'impérialisme, rien de bon ne peut venir de l'ONU et des grandes puissances, qui sont les premières responsables. Rien de bon ne peut venir des politiciens du pays, avant tout préoccupés de la place qui leur permet d'accéder aux miettes du pillage que leur laissent les capitalistes occidentaux. [...]. C'est le capitalisme qui a transformé l'Est de la RDC en un borbier sanglant qui nourrit les fortunes des milliardaires américains ou européens. Ce chaos n'est pas un problème congolais mais la démonstration que le capitalisme n'a rien d'autre à offrir que le sous-développement et la violence généralisée aux pays dominés par l'impérialisme.

Mais, comme partout sur la planète, il existe en RDC une classe ouvrière sans qui la société n'existerait pas, sans qui l'économie ne fonctionnerait pas. L'espoir ne peut venir que de la population laborieuse. Ce sont les travailleurs des mines, les très nombreux petits transporteurs, qui assurent avec des camions ou de simples vélos la distribution des biens indispensables à la population. Ce sont les petits paysans qui produisent le cacao ; les cou-

peurs de bois exploités par des chefs de guerre ; les petites vendeuses de rue, les creuseuses, etc. [...]

La prochaine révolution ouvrière partira peut-être d'une mine de RDC mais elle ne

pourra vaincre que si elle s'étend partout, et renverse tout l'ordre impérialiste. Ce combat, seule la classe des travailleurs peut le mener jusqu'au bout, dans les pays dominés par l'impérialisme comme dans les citadelles du capitalisme.

Madagascar

RECRUESCENCE DES ASSASSINATS DE PERSONNES ALBINOS : LA MISÈRE MATERIELLE ENGENDRE LA MISÈRE MORALE

Depuis quelque temps de nombreux cas de kidnappings de personnes albinos ont eu lieu dans différentes régions du pays, surtout dans les campagnes reculées, en proie à la pauvreté et à l'arriération. Dans le district d'Ampanihy andrefana par exemple, un crime atroce difficile à décrire a été perpétré à l'égard d'une jeune femme albinos. Dans la banlieue de Toliara, des scènes macabres similaires se sont produites récemment. Aux environs de la ville de Mananjary située sur la côte sud-est, une gamine atteinte de cette « pathologie » a été victime d'un enlèvement de la même sorte.

Face à cette calamité, la population s'organise comme elle peut dans les structures traditionnelles telles que les « fokonolona » qui sont des communautés de regroupements populaires. Les « dina », supplétifs des forces de l'ordre sont mis à contribution. Les « olobe » c'est-à-dire des grandes personnes considérées comme sages, sont également appelées à user de leur autorité morale pour que certains villageois qui s'adonnent à la sorcellerie, abandonnent ces pratiques. De nombreuses personnes accompagnent les gendarmes dans les opérations de poursuites des assaillants. Ce phénomène prend de l'ampleur, les journaux font état de trafics

macabres des yeux et de certains organes de ces personnes qui ont des problèmes de pigmentation de la peau.

Selon certaines enquêtes, des crimes auraient un rapport avec l'exploitation artisanale des gisements d'or qui ne produisent plus comme avant. Des histoires de sacrifices et d'offrandes, à dormir debout, héritées des périodes sombres du passé, remontent à la surface.

À Madagascar ainsi que dans de nombreux pays sous-développés, il existe dans les grandes villes, des personnes évoluées qui vivent dans une certaine aisance. Elles ont accès à l'éducation et à la culture. Elles n'ont pas besoin de croire à ces pouvoirs occultes, à ces pratiques barbares révolues. Des associations de personnes albinos existent dans la capitale, elles appellent à juste raison à la mise en place d'une politique nationale pour lutter contre la discrimination dont ces personnes sont victimes.

L'Etat fait preuve d'une passivité criante face à cette discrimination car sa préoccupation principale est que les riches continuent à s'enrichir quitte à ce que cela se fasse au milieu d'un océan de misère et d'arriération morale pour la population.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.